

Salaires et pouvoir d'achat des universitaires : inverser la tendance !!

Défendre les services publics : tous dans l'action le 8 février

Une nouvelle étude (1) le montre : sur les vingt-cinq dernières années, le pouvoir d'achat des enseignants s'est fortement réduit. Entre 1981 et 2004, les universitaires comme les enseignants du secondaire ont perdu en moyenne 20 % de leur pouvoir d'achat (les professeurs des écoles en perdant 9 %). A paraître dans le mensuel « le SNESUP » en février, une autre étude établit la perte d'attractivité des métiers du supérieur. C'est particulièrement sensible pour les jeunes : le salaire de début d'un MC (Salaire Initial d'un Maître de Conférences) se rapproche du SMIC (même si la revalorisation du SMIC ne peut que nous réjouir). Les conditions de travail se détériorent en particulier avec le LMD et la semestrialisation.

Cette régression salariale globale est lourde... même si les mécanismes d'avancement masquent dans les débuts de carrière individuellement la perte de pouvoir d'achat.

Les quelques dispositifs de revalorisation n'ont rien changé : ils n'ont pas permis de rattraper les hausses du coût de la vie ni de compenser l'augmentation des charges sociales (CSG, assurance-maladie, retraite, etc.).

Certes en 25 ans, l'accès au supérieur s'est démocratisé, la durée des études s'est allongée, le nombre des enseignants s'est accru -même si ces dimensions sont freinées depuis une dizaine d'années. Ces avancées ont été portées par des combats syndicaux mais elles ne doivent en aucun cas se faire au détriment du niveau de vie des enseignants et enseignants-chercheurs.

Il est temps d'amplifier, dans l'éducation nationale, nos interventions sur ces questions qui sont de nature à créer des mobilisations comparables à celles liées aux retraites, au refus de la décentralisation des TOS (Loi Fillon), aux budgets, aux droits sociaux (contre le CPE).

Après le succès de la manifestation nationale du 20 janvier où de toute la France, à Paris, des dizaines de milliers d'acteurs de l'éducation, sont venus crier leur colère et porter leurs revendications, la journée interfédérale d'action du 8 février est une occasion forte de peser sur les enjeux de salaire et de pouvoir d'achat.

Le SNESUP, avec la FSU, et les fédérations de fonctionnaires CGT, CFDT, FO, UNSA et Solidaires, appelle à la grève le jeudi 8 février et au succès des manifestations.

Pour le supérieur nous voulons un rattrapage d'au moins 10 % (le plus vite et avant la fin de la prochaine législature) accompagné de dispositifs négociés de refonte de la grille des salaires et d'une amélioration des voies et rythmes de promotions

(1) Robert Gary-Bobo, Paris-I, Touria Jaaidane, Lille-I, et Btissam Bouzidi - <http://team.univ-paris1.fr/teamperso/rgbobo/fonctionnaires06e.pdf>

COMMUNIQUE CGT-FO-FSU-UNSA-SOLIDAIRES POUR NOS SALAIRES, L'EMPLOI PUBLIC ET LA DEFENSE DES MISSIONS, TOUS DANS L'ACTION ET LA GREVE LE 8 FEVRIER

Les organisations de fonctionnaires (CGT-FO-FSU-UNSA-SOLIDAIRES) exigent l'ouverture immédiate de véritables négociations portant sur :

- le maintien du pouvoir d'achat du point en 2006 ;
- L'augmentation des salaires pour 2007 sur la base minimum de l'inflation prévue, soit 1,8% ;
- Le rattrapage sur les pertes intervenues depuis 2000 (+ de 6%) ;
- Une refonte globale de la grille indiciaire.

Elles constatent également une dégradation alarmante des conditions de travail, la multiplication des attaques contre le service public, des réductions massives d'emplois et de recrutements publics et l'aggravation de la précarité.

Le ministre de la Fonction Publique vient d'annoncer de façon unilatérale des mesures qui constituent une avancée minimale. Même si elles sont à mettre au crédit des actions unitaires et des luttes dans les différents secteurs, elles laissent entier l'essentiel du contentieux, d'autant plus que le ministre lui-même les présente comme un échange emplois contre salaires.

Or les services publics sont essentiels pour la population et l'aménagement du territoire. Leurs agents ont droit, comme tous les salariés à une juste rémunération

de leur travail et aux moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Combattant les logiques « travailler plus et gagner moins » et « moins de fonctionnaires mais mieux payés », les organisations syndicales appellent l'ensemble des personnels de la Fonction Publique (Etat, territoriaux, hospitaliers) à participer massivement à la journée d'actions du 8 février 2007 en particulier par la grève et les manifestations.

- Pour l'ouverture de véritables négociations sur l'ensemble du contentieux salarial et la refonte de la grille et le niveau des pensions.
- Pour une politique d'emploi public statutaire qui corresponde aux besoins.
- Pour la défense des services publics et de la fonction publique.
- Pour l'amélioration des conditions de travail et de vie de tous les personnels.

En cas d'absence de réponse positive, elles envisageront ensemble, après cette journée, les suites à donner à la mobilisation.

La fédération des fonctionnaires CFDT s'est jointe à cet appel à l'action.